



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 15/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS (LG)**

Allée de Castillon  
Bât. SGE  
33370 Artigues-Près-Bordeaux

Références : 26-017  
Code AIOT : 0005209791

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS (LG) implanté Le Bachot - La tuilerie 33650 Cabanac-et-Villagrains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS (LG)
- Le Bachot - La tuilerie 33650 Cabanac-et-Villagrains
- Code AIOT : 0005209791
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFARGE GRANULATS France est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers d'une superficie d'environ 82,2 ha jusqu'en décembre 2031 (rubrique 2510). Le périmètre a été modifié suite à une cessation partielle par arrêté préfectoral du 9 février 2023.

La carrière comprend également une installation de traitement des matériaux (rubrique 2517-E).

La remise en état autorise le remblaiement de certains plans d'eau à l'aide des fines de lavages et de terres extérieures. Une demande d'augmentation de la quantité autorisée dans le but de finaliser le remblaiement est en cours d'instruction.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/12/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Conditions du pompage	AP Complémentaire du 09/02/2023, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Traitement des matériaux	Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 9.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 9.4.1 et 9.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Acceptation de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 9.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 8	Sans objet
2	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 2.5, 6.3 et 7.2	Sans objet
5	Autosurveillance en lien avec le pompage	AP Complémentaire du 09/02/2023, article 5.5	Sans objet
7	Obligations en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1, 2 et 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière est conforme au phasage autorisé. Le traitement des matériaux par

lavage à l'eau s'effectue bien en circuit fermé. Des justificatifs restent à transmettre en particulier concernant l'adéquation des garanties financières avec l'état d'avancement de la remise en état, le réseau de suivi des eaux et la traçabilité des déchets entrants.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,</li><li>• les bords de la fouille,</li><li>• les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs (cote NGF),</li><li>• les relevés bathymétriques (dans le cas des exploitations en eau),</li><li>• les zones en cours d'exploitation,</li><li>• les zones déjà exploitées non remises en état,</li><li>• les zones remises en état,</li><li>• la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 7.2 ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,</li><li>• les bornes visées à l'article 3.2,</li><li>• les pistes et voies de circulation,</li><li>• les installations fixes de toute nature (basculles, locaux, installations de traitement, etc...),</li><li>• les zones de stockage des produits finis, des déchets inertes provenant de la carrière (stériles, des terres de découverte) ainsi que le déchets inertes produits par l'installation de traitement,</li><li>• les zones de stockage de déchets inertes extérieurs à l'installation utilisées pour les zones remblayées.</li></ul> Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site. Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Un plan topographique mis à jour au 27/08/2025 a été fourni. La phase d'exploitation en cours correspond à la dernière phase planifiée (2026-2031) selon le

schéma d'exploitation actualisé en 2022. Une bande est encore à extraire sur la précédente phase pour des raisons de circulation d'engin. L'actualisation du calcul du montant des garanties financières doit justifier la prise en compte de ces fronts (voir constat 3).  
De manière générale, le principe de remise en état à l'avancée est respecté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Conduite d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 2.5, 6.3 et 7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des nuisances, épaisseur et périmètre

### **Prescription contrôlée :**

Art.2.5 : Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux de découverte sont stockés préférentiellement en bordure Est de la zone d'extraction.

Le long de la voie communale de Péguilleyre, l'exploitant met en place des merlons paysagers d'une hauteur maximale de 2 mètres. Les écrans végétaux existants dans la bande de 10 mètres non exploitée en limite de site seront conservés. L'exploitant s'assure de la qualité de ces écrans et effectue des mesures de reboisement si nécessaire.

Art.6.3 : La puissance exploitée ne doit pas dépasser 17 mètres.

La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à 41 mètres NGF.

Art.7.2 : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

La largeur de cette bande est portée à 20 mètres de part et d'autre de la craste du bachot qui traverse la carrière. Dans la zone identifiée de molinie au sud de cette craste, cette bande est portée à 35 m.

APC2019 - 2.7 : Au Nord-Ouest de la craste, c'est un secteur de l'ordre d'1,5 ha qui sera conservé inexploité, pour être conforme à l'arrêté préfectoral du 08/10/2015 portant dérogation à la destruction d'espèces protégées.

### **Constats :**

La zone en cours d'extraction a été visitée au cours du contrôle terrain. Sur cette zone, les surfaces décapées sont bien limitées au besoin de l'extraction. Le principe de répartition des matériaux est respecté. Les dispositions paysagères en bordure du périmètre de la carrière sont bien maintenues.

Sur la base du plan d'exploitation, les cotes minimales atteintes sur les zones d'extraction 2024/2025 sont conformes ; environ 53 m NGF à l'Est et 55 m NGF à l'Ouest. Les différents retraits sont également respectés.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Garanties financières**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2011, article 15
--

Thème(s) : Autre, Acte de cautionnement
---

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrites par l'article L. 516-1 du code de l'environnement dans les conditions suivantes [voir article 2.5 et 2.10 APC2019].

Art. R. 516-2-V. Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.

**Constats :**

L'acte de cautionnement remis par l'exploitant en 2021 avait pour échéance le 31/12/2025. Aucun nouvel acte n'a été remis par l'exploitant depuis l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir le nouvel acte de cautionnement en justifiant le détail du calcul au regard de la situation réelle des surfaces et berges non remises en état.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 1 mois
--------------------------------

**N° 4 : Conditions du pompage**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/02/2023, article 5.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des cycles
---

**Prescription contrôlée :**

Le pompage du toit de la nappe pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est autorisé sans créer d'ouvrage souterrain au sein de la masse d'eau FRFG047C - « Sables, graviers et galets Plio-Quaternaires de la Garonne à l'Ouest du Ciron ».

Ce pompage est mis en place uniquement pour le besoin du positionnement hors d'eau de la dragueline. Il est limité à 85 jours par an selon un cycle d'au plus 10 heures par jour, et selon le cycle de pompage défini ci-après.

Les eaux pompées sont obligatoirement rejetées vers un plan d'eau en un point qui permet une décantation suffisante des matières en suspension (MES) avant éventuel rejet par surverse du plan d'eau vers les crastes selon les débits et circuit suivant : (...)

Une surverse avec un dispositif de régulation du débit est donc mise en place.

La hauteur de surverse est dimensionnée de telle sorte que le débit de rejet vers la Craste ne perturbe pas l'écoulement naturel, ni la fonction de drainage de la nappe, en particulier pour ce qui concerne le rejet de fines, les phénomènes de ravinement, de hauteur d'eau au niveau des

<p>berges ou d'inondation, etc.</p> <p>Ainsi, l'exploitant attend que la Craste concernée ait un niveau redescendu de 50 % en dessous de son niveau de plein bord.</p> <p>Les justificatifs de prise de décision du pompage quotidien sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun pompage n'a été constaté pour la phase d'extraction en cours. L'exploitant déclare ne pas avoir eu besoin de pomper le toit de la nappe pour accéder au gisement. A ce stade, l'utilisation des matériaux pour établir une plateforme stable pour la dragueline est suffisante.</p> <p>Pour autant, dans la mesure où cette solution de pompage est autorisée, l'inspection a été l'occasion de vérifier que les conditions nécessaires sont bien en place.</p> <p>Il a été ainsi constaté qu'aucune surverse n'est en place du bassin Est vers les crastes. A ce stade, il ne s'agit pas d'une non-conformité (absence de pompage). En revanche, la mise en œuvre d'un pompage est interdite dans ces conditions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La mise en place des surverses prévues pour gérer les eaux du toit de la nappe pompées préalablement à l'extraction est à justifier avant tout pompage. Quoiqu'il en soit, s'agissant d'un objectif de la remise en état, un calendrier des travaux est à justifier sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Autosurveillance en lien avec le pompage

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2023, article 5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Impact</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'opération de pompage est accompagnée des mesures d'auto-surveillances suivantes, visant à stopper le pompage en cas de dérive :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• suivi des volumes prélevés dans la nappe et rejeté à la Craste quotidiennement et mensuellement ;</li> <li>• suivi des débits constatés quotidiennement et mensuellement au niveau du rejet vers la Craste concernée ;</li> <li>• suivi quotidien des niveaux de la Craste concernée par le rejet, en particulier en période de pluie et de hautes eaux : au niveau de la surverse, et en un deuxième point à mi-chemin entre le précédent et le rejet <i>Gât mort</i> afin de pouvoir signaler un risque de débordement et arrêter le pompage ;</li> <li>• suivi mensuel du niveau piézométrique en Pz3 et Pz10 et suivi continu du niveau piézométrique en Pz9 ;</li> <li>• suivi de la pérennité de la source privée au Nord-est de la carrière et des zones humides «</li> </ul>

*Lagunos » et « Lagune Pujau de la Cabanne » ;*

- vérification régulière de l'absence d'obstruction des Crastes ;
- suivi semestriel de la qualité physico-chimique (pH, MES, DCO et hydrocarbures totaux) des piézomètres Pz3, Pz9 et Pz10, du plan d'eau recevant les eaux pompées, des rejets vers le milieu naturel, ainsi que de la qualité de la Craste concernée par le rejet.

Ces fréquences pourront faire l'objet d'une modification justifiée sur la base d'un retour d'expérience d'au moins 2 campagnes complètes.

Ces mesures font l'objet d'enregistrements tenus à la disposition de l'inspection des installations classées (cf. article 5.1).

#### **Constats :**

Les moyens en place pour assurer l'autosurveillance liée à la gestion des eaux de pompage du toit de la nappe sont conformes aux objectifs.

Ainsi, la hauteur d'eau dans la craste en amont et en aval de la carrière est mesurée. L'exploitant s'est fixé un seuil critique à ne pas dépasser dans ces fichiers de suivi.

Le piézomètre 9 (renommé en Pz13) est bien équipé d'une sonde pneumatique qui relève la hauteur de nappe en continu. L'état des piézomètres 3 et 10 n'a pas été contrôlé par manque de temps. Pour autant, le relevé mensuel du niveau piézométrique est bien en place, et l'autosurveillance de la qualité de la nappe est réalisée semestriellement. De même, le suivi de la qualité des bassins, des rejets et de la craste est effectué.

L'ensemble des résultats n'appelle pas de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Traitement des matériaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 9.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

#### **Prescription contrôlée :**

L'eau utilisée sur le site provient du bassin d'eau claire qui est alimenté par les eaux issues du bassin de décantation et par la nappe souterraine.

Le pompage est assuré par deux pompes de débit cumulé de 530 m3/h.

Les pertes sont compensées directement au niveau du bassin d'eau claire qui est aussi alimenté par la nappe superficielle. Le débit maximal de ce prélèvement compensatoire est de 330 m3/j, le volume annuel maximal prélevé sera de 130 000 m3.

Le prélèvement dans le bassin d'eau claire ne doit pas générer de rabattement de nappe susceptible de générer un impact à l'extérieur du site.

L'exploitant met en place un registre de suivi des pompages dans le bassin d'eau clair et des rejets dans le bassin de décantation . Ce registre dispose des éléments suivants :

- date et heure de début et de fin de pompage
- volume pompé
- volume rejeté dans le bassin de décantation

L'alimentation des sanitaires et des locaux du personnel s'effectue à partir du réseau public.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Un registre est en place pour suivre la consommation d'eau dédiée au traitement des matériaux. Le volume d'eau consommé est conforme (entre 106 249 m3 en 2021 et 63 747 m3 en 2024).</p> <p>La visite terrain a permis en revanche de constater qu'un volucompteur était ouvert (déplombé). L'exploitant explique que de la condensation se forme gênant la lecture du compteur. Pour autant, cette situation entraîne la possibilité de modifier l'affichage. A ce stade, aucune incohérence n'est relevée et le suivi en place n'appelle pas de remarque.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de refermer le volucompteur de façon à s'assurer à être dans des conditions d'usage sans fraude.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Obligations en période de sécheresse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1, 2 et 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Champ d'application</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art.1 I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>Art.2 I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li> <li>- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</li> <li>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li> <li>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li> </ul> <p>Art.3 Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : (...)</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Compte-tenu des prélèvements d'appoint dans la nappe (voir fiche du constat 6), l'arrêté ministériel "sécheresse" s'applique à l'installation de traitement.

En revanche, sur la base du suivi depuis 2021, il est constaté un taux de recyclage entre 83 et 89%. Ainsi, l'installation de traitement entre dans le champ d'exclusion et n'est donc pas concernée par les obligations de réduction de "l'arrêté sécheresse". Pour autant, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments définis à l'article 4 de l'arrêté sécheresse précité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Suivi environnemental

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 9.4.1 et 9.4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan d'eau et eaux souterraines

##### **Prescription contrôlée :**

Art. 9.4.1 : Les eaux de ruissellement rejoignent le plan d'eau d'extraction qui joue le rôle de décanteur.

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à une analyse annuelle des eaux du plan d'eau d'extraction. Les paramètres mesurés sont : pH, Température, matières en suspension totales (MEST), Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), hydrocarbures et couleur.

Art. 9.4.5 : Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadennassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres implantés autour du site. Les analyses portent sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, nitrates et hydrocarbures totaux. Le niveau piézométrique est aussi relevé.

##### **Constats :**

Les fichiers de suivi de la qualité physico-chimiques de l'ensemble des plans d'eau et des piézomètres ont été consultés. Les fréquences sont respectées (avril et septembre pour 2025) et les résultats n'appellent pas de remarque.

En revanche, il est repéré sur le plan d'exploitation les piézomètres Pz4, 5, 6, 3b, 7 et 8 alors qu'aucun résultat de suivi n'est présenté.

Il est rappelé qu'"est considéré comme abandonné tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain (...) qui a été réalisé dans la phase de travaux de recherche mais qui n'a pas été destiné à l'exploitation en vue de la surveillance ou du prélèvement des eaux souterraines" selon l'article 11 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration selon la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature "loi sur l'eau".

Afin de protéger les eaux souterraines, ce même arrêté impose le comblement des piézomètres abandonnés.

En outre, le point de rejet n°3 tel que repéré sur le plan d'exploitation, ne correspond plus au contrôle d'un rejet vers le milieu naturel depuis la modification du périmètre de la carrière actée par APC du 9/02/2023 (voir article 4). Les différents rejets n°2 (déshuileur, externe, aval) méritent d'être positionnés sur plan pour pouvoir apprécier la représentativité des résultats.

De manière générale, le plan d'exploitation, compte-tenu de son échelle et de sa taille en tant que fichier numérique n'est pas un outil adapté pour repérer le réseau des équipements piézométriques et les points de rejet. Ainsi, il est demandé à l'exploitant de représenter sous forme de schéma simplifié l'ensemble des points suivis sur un page de présentation de ses résultats d'autosurveillance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de clarifier et justifier la pertinence de son réseau de suivi des eaux souterraines et superficielles. Le cas échéant, l'exploitant modifie les points de prélèvements. La transmission d'un plan du réseau de suivi (eaux souterraines et eaux superficielles) est attendue.

En outre, il est demandé à l'exploitant de justifier l'état de l'ensemble des piézomètres repérés sur le plan d'exploitation en application de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 précité et de fournir, le cas échéant, un plan de travaux pour l'entretien ou comblement des ouvrages, et la régularisation de leur déclaration au sein de la base nationale de données du sous-sol s'ils ont une profondeur de plus de 10 m (portail DUPLOS).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Acceptation de déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2011, article 9.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité

**Prescription contrôlée :**

Les déchets accueillis sur le site et utilisés pour le remblaiement sont constitués exclusivement de déchets inertes naturels répondant à la définition de déchets inertes de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

Ces déchets font l'objet d'une procédure d'acceptation préalable avant d'être admis sur le site. Les codes déchets des apports extérieurs sont :

- 17 05 04
- 20 02 02

L'exploitant met en place un registre de suivi des apports de déchets inertes.

Le volume de matériaux inertes extérieurs acceptables sur le site pour la remise en état de la carrière est de 40 000 m<sup>3</sup>/an.

Art.R.543-1 CE :

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II. (...) Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

#### **Constats :**

La quantité de déchets inertes admis en 2025 est de l'ordre de 75 000 tonnes (41 000 m3), correspondant au maximum de l'autorisation à date. La capacité de remblaiement restante est évaluée à 520 000 m3, qui au rythme actuel ne serait atteint qu'en 2038 ou 2039 pour une échéance d'autorisation fin 2031. Cela justifie le besoin de l'exploitant d'augmenter la cadence et le tonnage des déchets entrants qui fait l'objet d'une demande de modification en cours d'instruction.

La procédure d'acceptation préalable dans sa version du 12/06/2025 a fait l'objet d'un examen. La gestion des déchets est dorénavant sous-traitée à l'entité interne GEOCYCLE, groupe HOLCIM. La procédure présentée est donc une déclinaison de la procédure générale pour l'admission de déchets inertes. L'exploitant n'a pu expliquer quels questionnements ou critères sont appliqués pour identifier une activité polluante autre que listée dans Infosols/SIS/ICPE.

Par sondage, des documents d'acceptation préalable ont été consultés et n'appellent pas de remarque. Sur le terrain, les déchets observés n'appellent pas de remarques. Il a été observée l'organisation en place pour repérer les zones de remblaiement à l'aide d'un carroyage sur Google Earth. Un plan papier est mis à jour tous les trimestres à la bascule.

Pour ce qui est de la traçabilité, un registre est en place via un outil numérique du Groupe qui est interfacé avec TRACKDECHETS. L'analyse du registre des déchets entrants via le portail de l'administration VIGIEDECHETS a permis de constater les points suivants :

- le registre relatif aux terres s'arrête au 02/10/2025 ;
- le registre relatifs aux déchets non dangereux (recyclage) est vide ;
- l'information relative à l'adresse du chantier est vide dans 70% des cas ;
- plusieurs livraisons de terre proviennent de chantiers de départements limitrophes, sans que le principe de proximité puisse se justifier.

L'extraction de ce registre a été communiqué à l'exploitant.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant la transmission de la procédure complète appliquée par GEOCYLCE. Le cas échéant, l'exploitant précise les typologies d'activités ou d'historiques de parcelle devant mener à une vigilance avec des analyses et/ou un refus (exemple : lieu d'incendie, garage automobile, activité artisanale, stockage agricole...).</p> <p>Par ailleurs, une amélioration est attendue pour personnaliser la procédure et clarifier les 2 filières présentes sur le site de CABANAC à savoir le recyclage et le remblaiement pour lesquelles les typologies de déchets admis ne sont pas les mêmes. Le paragraphe 10 "matériaux admis pour transit et/ou recyclage" laisse à penser que les paragraphes précédents sont dédiés au remblaiement. Or cela ne peut être le cas au vu de la liste des déchets admissibles. La procédure mise à jour est à transmettre.</p> <p>Pour ce qui concerne la traçabilité, il est demandé à l'exploitant de justifier les points précédemment relevés et de justifier l'amélioration, en conséquence, de son organisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>